

Une canicule éminemment politique

La précocité et l'intensité de la canicule actuelle démontrent à quel point l'heure n'est plus à la transition écologique mais à une écologie de rupture, sans transition. Alors qu'à l'ombre de cet événement sont tapies nombre d'injustices, il est temps de cibler les véritables fossoyeurs du climat.

© Mediapart_Le Club [Mickaël Correia](#) le 16 juin 2022

https://www.mediapart.fr/journal/france/160622/une-canicule-eminemment-politique?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5

« *Un avant-goût de notre futur climatique.* » C'est par ces mots que le climatologue Christophe Cassou a [qualifié](#) la vague de chaleur exceptionnelle qui s'abat actuellement sur la France.

Exceptionnelle par sa précocité, puisque cet épisode s'avère le plus avancé jamais enregistré par Météo France. Le printemps n'est pas encore achevé que le mercure prévoit déjà de s'emballer ce week-end, avec des pics attendus à 42 °C dans certaines régions.

Dans le dernier [rapport](#) du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), les scientifiques ont notifié que l'influence des activités industrielles sur l'occurrence des vagues de chaleur n'était plus un consensus scientifique mais un « *fait établi* ».

Et, selon [Météo France](#), la fréquence des canicules pourrait doubler d'ici à 2050. L'Hexagone a connu autant d'épisodes exceptionnels de chaleur entre 2005 à 2020 (en 15 ans) qu'entre 1960 et 2005 (en 45 ans).

À l'instar des sempiternelles images d'enfants jouant dans l'eau pour illustrer dans les médias ces funestes épisodes climatiques, la canicule revient avec ses poncifs sémantiques.

Ainsi, un slogan depuis peu répandu assure que l'humanité dispose de trois années pour contrer les dérèglements climatiques. Mais, au contraire, nous avons au moins 30 ans de retard face à l'urgence climatique.

Cette fausse idée provient d'une interprétation hâtive, en avril dernier, du dernier rapport du Giec de la part de l'[AFP](#), titrant et véhiculant l'idée « *qu'il nous reste trois ans* ».

Pour rester sous un réchauffement global de + 1,5 °C, les émissions de gaz à effet de serre doivent atteindre un pic au plus tard d'ici à 2025 – dans trois ans, donc. Puis elles doivent diminuer de moitié d'ici à 2030. Ce qui signifie qu'il faut une action immédiate. Et non pas que nous pouvons encore attendre 2025 pour réagir avant la catastrophe.

Pour une écologie sans transition

En corollaire de ce retard en matière d'action climatique, nous n'avons désormais plus le temps d'effectuer une « transition » écologique et énergétique. Les rejets de CO₂ continuent inexorablement d'augmenter et les grands groupes énergétiques mondiaux prévoient en moyenne d'accroître de 20 % leur production de pétrole, de gaz ou de charbon d'ici à la fin de la décennie.

Des prévisions de croissance mortifères, à contre-courant des scientifiques qui martèlent que pour limiter le chaos sur Terre lié aux dérèglements climatiques, il faudrait laisser dans nos sous-sols 80 % des réserves de charbon, la moitié de celles de gaz et un tiers de celles de pétrole.

Nous avons dès aujourd'hui, pour nourrir nos imaginaires d'émancipation, une « écologie du démantèlement » à inventer.

L'heure est à l'écologie sans transition. À une [écologie de la fermeture](#).

Comment fermer et faire le deuil social d'une centrale à charbon ou d'une [station de ski](#) qui ne bénéficie plus d'assez de neige pour maintenir ses pistes ? Comment se réappropriier les dépôts de fuel ? Que faire des pipelines, des centrales nucléaires, de milliers d'hectares de terres rendues infertiles après des années d'agroproductivisme très dépendant des énergies fossiles ?

Nous avons dès aujourd'hui, pour nourrir nos imaginaires d'émancipation, une « écologie du démantèlement » à inventer.

À l'ombre de la canicule, des injustices criantes

L'actuelle vague de chaleur charrie également son lot d'injustices, tapies dans l'ombre médiatique.

Des injustices sociales tout d'abord. Lors de la canicule de 2003, la Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre de France métropolitaine et où les personnes immigrées représentent près d'un tiers de la population, a été parmi les plus touchés, avec une surmortalité de + 160 %. Un chiffre terrible qui s'explique entre autres par les conditions de vie des habitant·es : logements surpeuplés, vétustes et mal isolés, pollution de l'air, manque d'espaces verts, difficultés d'accès aux soins, etc.

Injustice générationnelle ensuite. En septembre 2021, une étude publiée par la revue [Science](#) démontrait encore que les enfants nés en 2020 subiront sept fois plus de vagues de chaleur ainsi que deux fois plus de sécheresses et d'incendies de forêts qu'une personne née en 1960.

Qui imaginerait une entreprise étrangère forer 400 puits dans le parc national des Écrins et ériger un pipeline de plus 1 400 kilomètres à travers la France ?

Injustice de genre et de race enfin. Lorsqu'une catastrophe climatique frappe un territoire, le risque de décès [est](#) 14 fois plus élevé pour les femmes. Elles [doivent](#) aussi faire face aux violences sexistes et sexuelles accrues lors de ces situations d'extrême vulnérabilité.

Quant aux nouveaux projets d'extraction fossile, ils reposent souvent sur des logiques de domination coloniale, et *in fine* racistes. Les actuels mégaprojets de la compagnie Total en matière d'extraction de gaz et de pétrole se situent respectivement au large du Mozambique et en [Ouganda](#), dans la région des Grands Lacs.

Qui imaginerait une entreprise étrangère forer 400 puits dans le parc national des Écrins et ériger un pipeline de plus 1 400 kilomètres à travers la France – des infrastructures que prévoit le projet de Total en Ouganda ?

Mettre en lumière les fossoyeurs du climat

Face à la catastrophe climatique, Amélie de Montchalin, ministre de la transition écologique, s'est pour l'instant surtout illustrée pour son [appel](#) aux Français·es début juin à baisser leur climatisation. Quant à la ministre de la transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, elle a pour sa part [exhorté](#) le 24 mai à faire attention à ne pas « *envoyer un mail un peu rigolo à nos amis avec une pièce jointe* » afin de sauver la planète.

Cette vision de l'écologie reflète avant tout le triomphe de la logique libérale dominante : l'individualisation de la responsabilité. Et cette importance démesurée accordée aux comportements des individus permet d'invisibiliser la structure sociale de la crise climatique. De masquer les moteurs de l'embrasement de la planète. En somme, de détourner notre attention politique des véritables fossoyeurs du climat.

La compagnie pétrogazière Total émet à elle seule chaque année autant de gaz à effet de serre que l'ensemble de la population française. La firme [est au courant](#) de la nocivité climatique de ses activités industrielles depuis 1971. Et dans les années 1990, comme l'a [révélé](#) Mediapart, Total a saboté une mesure européenne d'envergure qui a fait perdre des décennies à l'action climatique.

À lire aussi [Comment le sabotage d'une mesure européenne par Total a fait perdre 30 ans à l'action climatique](#)
3 juin 2022

Le nouveau plan « climat » de la multinationale prévoit d'allouer 70 % de ses dépenses d'investissement au gaz et au pétrole. Pis, tandis qu'elle continue d'attiser les flammes du réchauffement global, l'entreprise [profite](#) de milliards d'euros d'aides publiques : aides Covid, plans de relance, plan France 2030, aide inflation, aides européennes.

En parallèle de l'inaction gouvernementale face à ce criminel du climat, les disparités climatiques se creusent entre ultrariches et ménages modestes.

Les 63 milliardaires français ont à eux seuls une empreinte carbone équivalente à celle de la moitié de la population française. Symbole ultime de ce mépris climatique, le jet privé de Bernard Arnaud, troisième fortune mondiale, [a émis](#), rien que durant le mois de mai 2022, autant de CO₂ qu'un·e habitant·e de l'Hexagone en 17 ans.

En pleine campagne pour le second tour des élections législatives, les Jeunes avec Macron ont publié ce mercredi une [vidéo](#), vite supprimée après les railleries qu'elle a suscitées, où, dans un futur proche, la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (Nupes) aurait remporté le suffrage.

Dans une rue de Paris, une jeune femme s'effare de ne pas pouvoir partir en avion pour un week-end à Marrakech, le ministre de l'écologie ayant supprimé les vols *low cost* hors d'Europe.

Au-delà de cette panique bourgeoise, c'était vite oublier qu'à cause de l'actuelle vague de chaleur, les météorologues prévoient pour ce week-end les mêmes températures à Paris qu'à Marrakech.

Une canicule éminemment politique, pour sûr